



CONVENTION DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE DE MONTIVILLIERS ET DE LA POLICE NATIONALE

Entre Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, la Ville de Montivilliers représentée par Monsieur Jérôme DUBOST, Maire de la commune, et Madame Soizic GUILLAUME, Procureure de la République près le Tribunal Judiciaire du Havre, il est convenu ce qui suit :

La Police Municipale et les forces de sécurité de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas, il ne peut être confié à la Police Municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions du I de l'article L. 512-4 du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat. Elle prendra effet à compter de sa date de signature.

Les agents de Police Municipale sont des fonctionnaires territoriaux placés sous l'autorité du Maire.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'Etat sont la police nationale dans les communes placées sous le régime de la police d'État. Le responsable des forces de sécurité de l'Etat est le commissaire divisionnaire, chef du district de sécurité publique du Havre.

Article 1er

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'Etat compétentes, avec le concours de la commune signataire, le cas échéant dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- Sécurité routière ;
- Lutte contre les pollutions et nuisances, ainsi que les atteintes à la tranquillité publique ;
- Protection des abords des centres commerciaux et autres commerces de proximité ;
- Prévention des violences scolaires ;
- Lutte contre les conduites addictives ;
- Prévention de la violence dans les transports.

TITRE Ier

COORDINATION DES SERVICES

Chapitre Ier

Nature et lieux des interventions

Article 2

La Police Municipale en complémentarité avec la Police Nationale est compétente sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montivilliers.

Elle intervient sur la voie publique, dans les lieux privés ouverts au public ainsi que dans les parties communes ouvertes au public des habitations collectives, dans le cadre de ses missions de surveillance générale et de constatations des infractions aux lois et règlements en vigueur.

La police municipale assure la levée des corps à domicile en l'absence de famille dès lors qu'il n'y a pas d'obstacle médico-légal.

Article 3

La Police Municipale assure la surveillance des bâtiments communaux.

La Police Municipale peut assurer la surveillance des entrées et des sorties des établissements scolaires, présentant des risques dans le domaine de la sécurité routière en cas de besoin et selon les impératifs de service.

Article 4

En coordination avec les services de la Police Nationale, la Police Municipale assure la surveillance :

- Des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune.
- Des marchés et manifestations, notamment lorsqu'ils ont lieu en soirée.

Article 5

La surveillance des grands rassemblements, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'État, soit conjointement dans le respect des compétences de chaque service.

Lorsqu'ils sont affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle, les agents de la police municipale peuvent procéder à des inspections visuelles de bagages ou sac à main et peuvent, avec le consentement de la personne, procéder à la fouille du bagage (article L. 613-3 du CSI).

Dans le cadre de la surveillance d'une manifestation, ils peuvent enfin participer, sur autorisation du Maire, à la gestion de la circulation routière en périphérie de ces manifestations.

Article 6

La Police Municipale et la Police Nationale assurent la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et les parcs de stationnement de la commune. La Police Municipale surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la Police Municipale.

La Police Municipale informe quotidiennement la Police Nationale des véhicules ainsi enlevés.

Un formalisme procédural particulier sera mis en place, dans un protocole distinct, en ce qui concerne les modalités de gestion des immobilisations de véhicules et de traitement des infractions routières constatées par la Police Municipale.

Article 7

La Police Municipale informe les forces de sécurité de l'état des opérations de contrôle routier et de constatations des infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

A l'initiative des fonctionnaires, des contrôles communs peuvent être proposés, notamment auprès des établissements scolaires et sur les axes accidentogènes de la commune.

Exceptionnellement, des réquisitions aux fins de contrôle routier pourront être adressées, après avis sollicité auprès du Maire par l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent. Un bilan de ces opérations sera transmis aux services de Police Nationale.

Article 8

Sans exclusivité, la Police Municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance de l'ensemble de la commune de Montivilliers aux horaires d'ouverture du poste :

Semaines impaires : 12h45/19h45
Semaines paires : 8h00/15h45
Tous les jeudis de l'année : 7h00/14h45

Article 9

Les contestations relatives aux infractions constatées ayant fait l'objet desdites amendes sont du ressort exclusif de Monsieur le commissaire divisionnaire, chef du district de sécurité publique du Havre, Officier du Ministère Public.

Article 10

La réglementation relative aux chiens errants et dangereux donne aux communes, compétence pour assurer la capture desdits animaux. La Police Municipale assure cette capture, seule ou en coopération avec la Police Nationale.
La Police Municipale assure la capture des animaux errants et à domicile.

Les animaux errants capturés par la Police Municipale seront déposés à la fourrière animale de la communauté urbaine située à Rouelles quel que soit l'animal et sa catégorie.

Article 11

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 10 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'Etat et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II

Modalités de la coordination

Article 12

Le Commissaire Divisionnaire, Chef du District de Sécurité Publique du Havre, le Responsable de la Police Municipale et/ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publiques dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire. Les informations susvisées peuvent également être transmises à l'adresse électronique fonctionnelle du TJ du Havre : sec.pr.tj-le-havre@justice.fr

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

Une réunion annuelle se tiendra pour faire la synthèse des différentes actions menées de concert sur le territoire et faire le bilan des remontées des différents groupes de travail du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.L.S.P.D).

Article 13

Le commissaire divisionnaire, chef du district de sécurité publique du Havre ou ses représentants, le responsable de la police municipale et/ou leurs représentants, s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le commissaire divisionnaire, chef du district de sécurité publique du Havre et/ou ses représentants du nombre d'agents de Police Municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

À la signature de la présente convention, le nombre d'agents de police municipale est de 7 avec la création du septième poste au Conseil Municipal de juin 2026, tous sont armés,

- d'un bâton de défense télescopique
- d'une matraque de type TONFA
- d'un propulseur d'aérosols lacrymogènes d'une contenance de 500 ml
- d'un pistolet à impulsion électrique (par rotation, la police municipale disposant de 3 PIE)

La police nationale et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les faits d'insécurité sur le territoire de la commune.

La police municipale donne toutes informations à la police nationale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le commissaire divisionnaire, chef du district de sécurité publique du Havre et/ou ses représentants, le responsable de la police municipale et/ou leurs représentants, peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la police nationale, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 14

La Ville de Montivilliers dispose depuis 2006 d'un réseau de vidéo-protection 102 caméras au jour de signature de la présente convention) situé à l'intérieur du poste de police municipale ainsi :

- La police nationale peut demander dans le cadre de ses interventions sur des sites sensibles une couverture vidéo protection si les lieux en sont dotés.
- Elle peut aussi demander dans le cadre d'une procédure pénale ou administrative l'orientation des caméras sur le ou les sites le temps que requièrent leurs opérations.
- Parallèlement, les images sont enregistrées et stockées 30 jours au poste de police municipale conformément à l'arrêté n° 2013-274 du 23 septembre 2013. Elles sont extraites et remises à l'officier de police judiciaire, qui en fait la demande sous forme de réquisition.

La Ville de Montivilliers dispose depuis 2025 de trois caméras individuelles.

Les images sont conservées durant 30 jours conformément à la loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022.

Article 15

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la police nationale, l'élue en charge de la sécurité et de la prévention, le responsable de la police municipale, dont la police municipale est un des services de cette direction, échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés, susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, l'élue en charge de la sécurité et de la prévention, la police municipale en informera les forces de sécurité de l'État.

Article 16

La police nationale transmet à :

- la police municipale, toutes les informations relatives à des interventions susceptibles de générer des difficultés dans la bonne exécution de leurs missions.
- à Monsieur le Maire de Montivilliers :
 - Les statistiques mensuelles de la délinquance sur le territoire de la commune. De même, des éléments issus de la main courante informatisée lui sont régulièrement transmis. Ces informations sont analysées lors des groupes restreints du C.L.S.P.D en vue de définir des stratégies concertées en vue de la mise en place d'actions sur certains quartiers du territoire communal.
 - Le bilan mensuel d'accidentologie sur la commune de Montivilliers.

Article 17

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

La loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs et le décret n°2018-387 du 24 mai 2018, autorisent les agents de police judiciaire adjoints à consulter directement une partie des données contenues dans les fichiers issus des applications SNPC et SIV, sans que le concours des forces de l'ordre ne soit sollicité pour la communication de ces informations.

Le décret du 24 mai 2018 permet toutefois aux agents de Police Judiciaire Adjointes et aux gardes champêtres d'être destinataires des informations de ces fichiers par l'intermédiaire des services de la Gendarmerie Nationale territorialement compétents (article R.225-5 et R.330-3 du code de la route) lorsque les conditions ne sont pas remplies pour un accès direct.

Les policiers municipaux, chargés de constater les contraventions au Code de la route, sont destinataires à leur demande et aux seules fins d'identifier les auteurs de ces infractions, des informations contenues dans les fichiers administratifs suivants :

- le Système National des Permis de Conduire (SNPC) ;
- le Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV) ;
- le Système de contrôle automatisé ;
- le DICEM (déclaration et identification de certains engins motorisés) ;

Les informations pouvant être communiquées font l'objet des annexes 1 et 2.

L'accès aux fichiers judiciaires que sont le Fichier des Personnes Recherchées (FPR) et le Fichier des Objets et Véhicules Signalés (FOVES) par les policiers municipaux, est prévu respectivement par le décret n°2010-569 du 28 mai 2010, et l'arrêté du 7 juillet 2017 portant autorisation d'un traitement automatisé de données à caractère personnel.

Les agents de Police Municipale (APJA) localement compétents, lorsqu'ils secondent les officiers de police judiciaire en application des articles 21 à 21-2 du Code de procédure pénale, sont habilités à recevoir ponctuellement communication de certaines informations issues de ces fichiers.

Dès lors que les policiers municipaux ne disposent pas de la possibilité de réaliser des actes d'enquête, il n'y a pas de nécessité de leur ouvrir un accès direct aux fichiers sur lesquels ces actes pourraient notamment se fonder.

Les agents de Police Municipale n'ont pas accès directement aux applications. Les consultations sont réalisées par les forces de sécurité intérieure.

A titre exceptionnel, afin de parer à un grave danger pour la population peuvent être transmises à la police municipale, uniquement par oral et sans préjudice du secret de l'enquête, certaines informations issues du FPR et relatives à des individus signalés dangereux, susceptibles d'être présents ou de passage sur le territoire de la commune et auxquels les policiers municipaux pourraient être confrontés dans le cadre de leurs missions sur la voie publique.

Le fait pour un policier municipal de solliciter des informations qu'il utiliserait à des fins personnelles et/ou qu'il communiquerait à des tiers en dehors du service l'expose à des sanctions administratives et/ou pénales. En aucun cas, il ne peut être communiqué à la police municipale les données contenues dans le fichier de Traitement des Antécédents Judiciaire (TAJ).

En complément, la Ville de Montivilliers s'engage à faire les démarches pour permettre aux agents de la police municipale de disposer d'un accès direct aux fichiers SIV et SNPC conformément aux articles R.225-5 et R.330-2 du code de la route.

Article 18

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du Code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du Code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

À cette fin et d'une manière générale, les moyens de communication suivants sont arrêtés :

- Pour tout ce qui a trait à l'opérationnel (mise à disposition de personne interpellée, exercice des missions susvisées, etc.), les agents de police municipale contactent téléphoniquement 7J/7J, H24 : le jour, l'Officier GAJ (Groupe d'Appui Judiciaire) ou la nuit, l'Officier SDN (Service Distrital Nuit) ou leur représentant au 02-32-74-39-01.
- Pour toute autre information (échange d'informations, consultation fichier, etc.), les agents de police municipale prennent attache téléphonique avec l'opérateur radio de l'hôtel de police du Havre au 02-32-74-39-62).
- Réciproquement, les forces de sécurité de l'État peuvent contacter la police municipale (tél. 06.10.84.95.85 ou au 06.72.73.16.87 de 8h00 à 20h00). De même, le maire adresse, de manière hebdomadaire, à Monsieur le commissaire central du Havre l'identité et les coordonnées téléphoniques du cadre et de l'élus d'astreinte.

Toute personne interpellée par des agents de police municipale en application des dispositions de l'article 73 du Code de Procédure Pénale, sera, sans délai, présentée à l'Officier de Police Judiciaire à l'Hôtel de Police du Havre.

Une fiche de mise à disposition (modèle joint en annexe) sera immédiatement rédigée et remise à l'Officier de Police Judiciaire.

Un rapport circonstancié précisera les éléments de temps et de lieu et la description précise des faits.

Les mineurs en fugue ou auteurs d'infraction ou estimés en danger seront systématiquement présentés à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent. Un rapport d'information circonstancié et une fiche de mise à disposition seront systématiquement rédigés dans ce cas.

La police municipale concourt, en coordination avec les forces de sécurité de l'État, à la préservation de la tranquillité publique, notamment en luttant contre la présence de personnes en état d'ivresse dans les lieux publics (article L.3341-1 du Code de la santé publique modifié par la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés). En cas de constatation d'un individu en état d'ivresse publique manifeste dans l'espace public, la Police Municipale avise immédiatement l'officier de police judiciaire territorialement compétent de la prise en charge de la personne et de la conduite à l'hôpital pour l'obtention d'un certificat de non admission par le médecin. A l'issue, si son état le permet, la police municipale la transporte au commissariat pour une mesure de dégrisement.

TITRE II

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Article 19

Le préfet de la Région Normandie et le Maire de la commune de Montivilliers conviennent de

renforcer la coopération opérationnelle entre la Police Municipale et les forces de sécurité de l'État, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de Police Municipale et de leurs équipements.

Article 20

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

- du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition :

- Organisation d'opérations de contrôles de vitesse et dépistage d'alcoolémie conjoints planifiés mensuellement après validation préalable des autorités de services correspondants.
- La Police Municipale dispose de matériel de capture d'animaux (chiens et chats) qu'elle peut mettre à disposition des services de la Police Nationale sur demande des autorités compétentes et dans la mesure où les conditions d'intervention de la Police Municipale ne sont pas dégradées.

- de l'information quotidienne et réciproque par contact téléphonique ou courrier électronique.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière de suivi administratif des véhicules placés en fourrière.

- de la communication opérationnelle :

- Par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la Police Municipale sur le réseau « ACROPOL », selon les modalités ci-après définies : ce prêt devra répondre à une mission spécifique et ponctuelle, le matériel devant être restitué aux forces de sécurité de l'État à l'issue de ladite mission, et ne pourra intervenir que lorsque les moyens existants d'interopérabilité entre police nationale et police municipale ne peuvent être mis en œuvre.

A la remise des matériels prêtés, la police municipale devra signer un bon de prise en compte (modèle fourni par la police nationale) et prendre connaissance des règles d'usage de la radio ACROPOL (document remis par la police nationale au service emprunteur lors de la remise du matériel).

- Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le Préfet.

- de la vidéo-protection, conformément aux dispositions de l'article 14 de la présente convention

- des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de

sécurité de l'État, ou de son représentant ;

- de la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise ;

- de la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle et de lutte contre l'insécurité routière s'inscrivant dans le respect des instructions du Préfet et du Procureur de la République ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile.

- La Ville de Montivilliers est en matière de mise en fourrière des véhicules automobiles titulaire d'un marché précisant les modalités d'intervention d'un prestataire et définissant les conditions d'enlèvement à la demande du service de la police municipale 5 jours sur 7 et de 8h00 à 20h00.

- de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables. La police municipale participe aux opérations tranquillité vacances, aux opérations anti hold-up, à des actions de sensibilisation des commerçants divers en prévision des fêtes de fin d'années, à un diagnostic commun des véhicules abandonnés.

- de l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre, tels que le vide-grenier, la fête de la musique, le 14 juillet, les commémorations, les manifestations culturelles et sportives diverses, etc.

Article 21

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la Police Municipale, le Maire de la commune de Montivilliers précise qu'il souhaite renforcer l'action de la police municipale en soirée, de manière aléatoire, et un samedi sur deux de 18h00 à 02h00.

Il est aussi précisé que la ville de Montivilliers a mis en place depuis le 1^{er} juillet 2019 une brigade canine, composée depuis 2022 d'un maître-chien et de deux conducteurs canins.

Article 22

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formation en matière de prévention situationnelle, débriefings suite à des interventions sensibles, ou toute autre formation que les services estimeront nécessaire dans la cadre de leurs échanges opérationnels réguliers. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le Président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au Préfet et au Maire, copie en est transmise à la Procureure de la République.

Article 24

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion de sécurité générale en comité restreint - Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. La Procureure de la République y participe.

Article 25

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 26

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire de la commune de Montivilliers et le Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'Inspection Générale de l'Administration du ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait en trois exemplaires à Montivilliers, le

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète du Havre

Pour la Procureure de la République
près le tribunal judiciaire du Havre,

Elsa PEPIN

Soizic GUILLAUME

Le Maire de Montivilliers

Jérôme DUBOST